



**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR DIDIER RATSIRAKA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR
AU 39^{ème} SOMMET DE L'ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAINNE**

(Ouagadougou, le 9 juin 1998)



Messieurs les Chefs de délégation
Excellences Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, pour détendre un peu l'atmosphère, quand je me suis représenté comme candidat aux présidentielles, personne ne voulait parier un kopeck sur ma victoire. Mais je l'ai remporté. 50,71 %, alors que ce sont les autres qui organisaient le référendum.

Dernièrement, on a organisé un référendum constitutionnel pour modifier la Constitution. Le «oui» l'a emporté avec 50,96%.

Alors, il y a quelqu'un, un petit malin, qui est venu me voir en disant : « Ah ! , le magicien est fatigué. Il n'a plus que 50 virgule et quelque ! »

J'étais élu en 89 à 62 %. Maintenant, je suis élu à 50,71. J'ai dit : « Mais, cher Monsieur, vous qui êtes d'une démocratie occidentale, une vieille démocratie occidentale, vous n'allez tout de même pas me reprocher de n'avoir obtenu que 50,71 % ou 50,96 % ».

Alors, quand j'entends quelqu'un me dire : « ce n'est pas logique que la RASD, après avoir été proclamé Etat indépendant, souverain admis à l'O.U.A., accepte le principe de l'autodétermination et du référendum »...

Mais la RASD a accepté ce compromis, justement pour faire avancer les choses ; C'est un sacrifice. Et vous n'allez tout de même pas lui reprocher d'avoir fait ce sacrifice et ce compromis historique. Je ne pense pas qu'on puisse lui reprocher d'avoir accepté ce compromis pour faire avancer les choses, pour que le peuple puisse enfin se renoncer.

Deuxièmement, je ne sais pas si j'ai mal entendu - parce que j'avance en âge - mais mon Ambassadeur me dit, le Vatican voudrait être observateur à l'O.U.A. J'ai dit : « Mais je suis d'accord, pourquoi pas ? ».

Je suis d'accord, et j'ai applaudi quand le Conseil des Ministres et nous-mêmes avons décidé, unilatéralement face au monde entier, face aux grands et puissants de ce monde qu'on lève unilatéralement l'embargo qui frappe la Libye depuis quelques années.

Je dis : « Félicitations ! Bravo l'O.U.A. ! ». On ne va tout de même pas se référer à la

ligue Arabe ou à la Conférence islamique ou aux autres pour décider de notre sort. Il faut admettre qui nous voulons en notre sein. On n'a pas besoin des autres.

Je vous ai dit tout à l'heure : « la conférence de Houston. Bravo ! ». Mais, j'aurai préféré que ce soit la Conférence de, je ne sais pas moi, de Brazzaville ou de Kinshasa ou de Ouagadougou, mais pas la conférence de Houston. Mais les autres ont fait les choses à notre place.

Mais aujourd'hui, nous avons décidé nous-mêmes, en toute liberté, d'admettre la RASD comme membre à part entière de notre Organisation.

Je salue ceux qui maintiennent leur décision et leur conviction.

Souffrez que je maintienne la mienne. Moi aussi, j'ai ma conviction, après avoir analysé, parce que je dis : le MPLA, le gouvernement en exil... le MPLA a été reconnu par notre Organisation comme Etat membre à part entière avec Feu AGOSTHINO NETO et remplacé par EDUARDO DOS SANTOS.

Je repose la question, je suis perplexe, je dis : « mais, il n'y a pas de fumée sans feu ». Je ne vais pas parler du Maroc, puisque vous ne voulez pas qu'on en parle. Seulement voilà : « Quelqu'un a-t-il peur du résultat de ce référendum, pour résoudre cette question aujourd'hui, alors que pendant les quinze années durant, on l'a laissée dormir ? »

Moi personnellement, et je ne donne pas de leçons, je ne me le permettrai pas. Je ne suis pas intervenu dans le référendum constitutionnel de mon Pays. Je suis parti deux jours avant la propagande et je suis rentré deux jours avant l'élection pour voter. Eh bien ! moi, je ne voudrais pas que notre Organisation s'immisce ou oriente le vote du peuple Sahraoui d'une manière ou d'une autre, je dis bien, d'une manière ou d'une autre. Laissons les choses en l'état, s'il vous plaît. Laissons les choses suivre leur cours normal et laissons ce peuple décider de son sort, en toute quiétude, en toute liberté.

Je serais tenté de dire qu'il y a certaine personne qui est très forte. Même absente, elle continue à influencer sur notre décision. Elles sont très fortes.

Comme disait mon ami Joachim CHISSANO, il n'y pas de dispositions dans la Charte qui prévoient les conditions dans lesquelles on peut suspendre un Pays en ce qui concerne son appartenance à l'O.U.A. Il n'y a pas d'article de la Charte qui dit ça, encore moins un article de la Charte qui dit : « voici les conditions dans lesquelles on peut expulser un Etat-membre légalement admis ».

Et si vous voulez faire du juridisme, et passer toute la nuit, passer trois ou quatre jours encore ici - on est très bien ici, moi je veux bien - mais, si vous voulez passer encore trois ou quatre jours ou une semaine ou six mois, ... Ecoutez, il y a un article 10 de la Charte qui dit : « toute décision doit se prendre à la majorité des deux tiers ».

Et est ce qu'on va encore voter pour dire : « Bon, voici la procédure pour suspendre ». Majorité des deux tiers. « Voici la procédure pour expulser ». Majorité des deux tiers etc...

Si jamais on suspendait ou si jamais on expulsait, alors, ça aura une influence, que vous le vouliez ou non, en faveur de l'autre camp, en disant : «Voilà, l'O.U.A. s'est prononcée. Ce n'est pas la peine que vous votiez pour votre indépendance, c'est fini ».

Donc, écoutez. Attendons cinq, six mois... Si l'année prochaine... décidons, si l'année prochaine...

Entre-temps, on peut réviser la Charte. Si l'année prochaine, le référendum n'a pas encore eu lieu, pour une raison ou une autre ou si jamais le référendum a donné tel ou tel résultat, et que la RASD ne veuille pas accepter le verdict du peuple, à ce moment là, on pourra dire : « Ah non ! non !, vous n'êtes plus membre de l'O.U.A. ».

Mais à ce moment-là, révisons la Charte et discutons de cela, s'il vous plaît, en toute sérénité, en toute objectivité. Je le suis personnellement parce que, à Hanoi encore, j'ai reçu le Ministre du Maroc.

Encore une fois, je vous supplie, nous avons tant et tant de choses à faire, tant de décisions importantes à prendre. Ne donnons pas à la communauté internationale une image d'une Afrique divisée à Ouagadougou, donnons une image d'une Afrique mobilisée, d'une Afrique volontaire et d'une Afrique unie à Ouagadougou.

Je vous remercie.

